Religieuses missionnaires issues du diocèse du Mans de la veille de la Révolution à la Seconde Guerre mondiale

Brigitte Waché

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1083>

DOI : 10.4000/abpo.1083

ISBN : 978-2-7535-1498-0

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 juin 2005

Pagination : 31-56

ISBN : 978-2-7535-0169-0

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Brigitte Waché, « Religieuses missionnaires issues du diocèse du Mans de la veille de la Révolution à la Seconde Guerre mondiale », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 112-2 | 2005, mis en ligne le 20 janvier 2007, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1083> ; DOI : 10.4000/abpo.1083

Religieuses missionnaires issues du diocèse du Mans de la veille de la Révolution à la Seconde Guerre mondiale

Brigitte WACHÉ

Professeur d'histoire contemporaine, LHAMANS – Université du Maine

L'étude porte sur 153 religieuses missionnaires à partir de données tirées d'un rapport¹ réalisé à la fin des années 1930 par l'abbé Leproux, aumônier du Refuge du Mans, sur les missionnaires (hommes et femmes) originaires de ce diocèse. Les informations tirées de ce rapport ont été confrontées pour quelques congrégations avec les renseignements fournis par leurs archives. Le travail n'a été fait que pour les congrégations les plus représentées : Saint-Paul de Chartres, Marianites, Filles de la Charité².

La période couverte par l'enquête ici présentée va de la veille de la Révolution à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Mais l'entité ecclésiastique que représente le diocèse du Mans varie au cours de la période avec la création du diocèse de Laval en 1855. Ce qui est pris en compte ici, c'est d'une part la date du départ en mission et d'autre part l'origine géographique non de la congrégation dans laquelle sont entrées les religieuses, mais celle des religieuses elles-mêmes. Avant 1855, on peut concilier appartenance au département de la Mayenne et au diocèse du Mans. À partir de 1855, les départs de sujets originaires de la Mayenne sont mis à l'actif du diocèse de Laval, même si les religieuses sont entrées dans la congrégation concernée avant la division du diocèse, car, c'est la date du départ en mission qui est prise en compte et non la date d'entrée dans la congrégation³.

1. Ce rapport a été en partie étudié par Xavier Rebillard, doctorant à l'Université du Maine, pour ce qui concerne les congrégations masculines. Cf. en particulier : « Missionnaires originaires du diocèse du Mans, 1820-1939 », dans WACHÉ, Brigitte (dir.), *Religion, Culture et Société*, Cahier n° 1, LHAMANS, 1998, p. 41-48.

2. Je remercie d'une part sœur Jeanne-Hélène Sineau (archiviste de Saint Paul de Chartres) et sœur Catherine Pelou (archiviste des Filles de la Charité de Saint Vincent de Paul), et d'autre part André Ligné (qui prépare une thèse sur les Marianites), pour l'aide précieuse qu'ils m'ont apportée.

3. Ces modifications intervenues dans les circonscriptions ecclésiastiques sont une

Aperçu d'ensemble sur le mouvement missionnaire féminin

Sur la période 1780-1938, c'est-à-dire 158 ans, on compte 153 départs en mission, soit une moyenne annuelle un peu inférieure à 1 (0,96).

Pendant les deux tiers de la période, les départs annuels sont effectivement compris entre 0 et 1. Cependant, la courbe des départs fait apparaître de fortes inégalités. À une dizaine de reprises au cours de la période, on a des pics relatifs à 4, voire à 5 ou 6 départs. Certaines décennies se détachent particulièrement, notamment autour de 1840 et à un moindre degré après 1900. Le contexte général est sans doute à prendre en compte. Il est frappant que l'accélération du mouvement soulignée plus haut coïncide précisément avec le pontificat de Grégoire XVI (1831-1846) qui, ancien préfet de la congrégation de la Propagande, était particulièrement sensible à la question missionnaire et a donné une impulsion notable à l'élan missionnaire.

Figure 1 – Évolution des départs en mission

Quant aux pays de destination, on note sur l'ensemble de la période un glissement très net du continent américain (Antilles, Guyane, Amérique du Nord et à un moindre degré Amérique latine) vers l'Extrême-Orient (Chine et Indochine), en passant par l'Afrique (Sénégal, Algérie, Égypte) et le Proche-Orient (Turquie).

Enfin, la répartition par congrégation sur l'ensemble de la période, fait apparaître la classification suivante :

- Saint-Paul de Chartres : 38 %

source d'erreur que traduit bien le rapport évoqué ci-dessus. Un exemple peut être retenu pour illustrer cette remarque. Le rapport mentionne 5 religieuses missionnaires appartenant à la Sainte-Famille de Bordeaux. Or on constate qu'elles sont toutes originaires de la Mayenne et qu'elles sont toutes parties après 1855. Elles sont donc du diocèse de Laval. Dans la présente étude, elles n'apparaissent pas et la congrégation n'est donc plus représentée. Dans le même ordre d'idée, la congrégation de Picpus se trouve finalement moins représentée que ce que l'on pourrait penser à la première lecture du rapport.

4. Il s'agit des congrégations nées dans les années 1860-1870 : Franciscaines missionnaires de Marie née en 1877 (4 %), Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique née en 1869 (3 %), Notre-Dame des Missions née en 1861 (0,5 %), Notre-Dame des Apôtres née en 1876 (0,5 %).

- Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul : 13 %
- Marianites de Sainte-Croix : 12 %
- Sacrés Cœurs et adoration perpétuelle, dites de Picpus : 6 %
- Saint-Joseph de Cluny : 5 %
- Jeunes congrégations missionnaires⁴ : 8 %
- Autres congrégations : 18 %

Mais ce tableau global cache en réalité de grandes disparités au cours de la période. Si l'on croise évolution chronologique, pays de destination et répartition par congrégation, on peut semble-t-il distinguer quatre phases.

Figure 2 – Évolution des départs par congrégations, 1781-1938

Quatre phases essentielles

1780-1839

Figure 3 – Évolution des départs par congrégations, 1781-1839

Durant cette première période, la moyenne annuelle des départs est de 0,53 (32 départs sur 60 ans). Saint-Paul de Chartres a le quasi monopole des départs en mission : 29 religieuses sur les 32 qui partent appartiennent à cette congrégation, ce qui représente près de 91 % des départs. L'origine de la congrégation remonte à la fin du ^{xviii}e siècle. À l'origine (1695) les sœurs de Saint-Paul sont une communauté de maîtresses d'école, d'abord

dans un village de Beauce (Levesville), puis à Chartres en 1708. Elles sont bientôt les premières femmes à partir en mission en 1727, parce qu'elles répondent alors favorablement au ministre de la Marine, le comte de Maurepas, en quête de sœurs pour soigner les malades de l'hôpital de Cayenne et assurer l'enseignement des enfants des officiers résidant dans la ville. Après avoir essuyé plusieurs refus auprès d'autres congrégations (Sœurs de la Charité et de l'Instruction chrétienne de Nevers, Sœurs de Saint Thomas de Villeneuve) il avait eu l'idée de se tourner vers la communauté des Sœurs de Saint-Paul de Chartres à laquelle son grand-père, chancelier de Pont-Chartrain, avait eu l'occasion d'apporter jadis son soutien. Plus tard, intervient une demande analogue pour l'île de France (future île Maurice). Les départs des deux sœurs de la Sarthe en 1781 et 1786 s'inscrivent dans cette ligne.

C'est par les sœurs restées à Cayenne que se reconstitue la congrégation après la Révolution. Et les départs pour Cayenne reprennent en 1817⁵. À la même époque, il est fait appel à la congrégation par le gouvernement de Louis XVIII pour les hôpitaux militaires de la Martinique et de la Guadeloupe. Parmi les sœurs qui partent du diocèse du Mans la direction vers les Antilles est la plus fréquente. Néanmoins, 7 sœurs sur les 29 vont en Guyane. Parmi elles, on peut citer Anne Aubry qui, après avoir été à l'hôpital de Cayenne, devient la deuxième supérieure de l'asile du Camp-Saint-Denis. Cet établissement accueille des esclaves noirs infirmes et âgés, et des enfants noirs auxquels est dispensé un enseignement agricole. Il est confié aux sœurs de Saint-Paul en 1838. Tenu initialement par les sœurs de Saint-Joseph de Cluny, il est une illustration de la concurrence qui se fait jour entre les deux congrégations qui sont les deux principales congrégations légalement autorisées pour les colonies. Saint-Joseph de Cluny fondée en 1807 par Anne-Marie Javouhey a pris une orientation missionnaire à partir de 1817 et devient alors très active sur ce terrain, militant pour le développement de l'instruction des esclaves noirs en vue de leur affranchissement progressif.

Dans cette première phase, on trouve dans le diocèse du Mans un germe de cette montée en puissance de Saint-Joseph de Cluny (3 %) : une religieuse, Laurence Rivière, part en 1828, précisément pour la Guyane. C'est l'époque à laquelle le gouvernement demande à la congrégation de reprendre en mains à Mana une entreprise qui avait échoué et qui visait à faire d'orphelins pauvres de futurs colons auxquels seraient concédées des terres à un certain nombre de conditions.

On trouve également l'empreinte d'une autre congrégation née pendant la Révolution et vouée à un avenir missionnaire important : les sœurs dites de Picpus (6 %)⁶ dont la terre d'élection est l'Amérique latine. L'idée mis-

5. Entre-temps, Cayenne est tombée entre les mains des Portugais, et les sœurs refusent de rester à leur service. C'est en 1814 que la France reconquiert ses droits sur la Guyane.

6. Cette appellation est liée à l'implantation de leur maison-mère rue de Picpus à Paris. Il s'agit de la congrégation des Sacrés Cœurs et Adoration perpétuelle.

sionnaire était présente dès les origines de la congrégation dans la pensée des fondateurs, le père Coudrin et Françoise Viart. Après le départ des premiers pères, les sœurs vont suivre à partir de 1837. Un premier contingent parti pour le Chili meurt en mars 1837. Mais un nouveau départ a lieu en 1838. Les sœurs arrivent à Valparaíso le 1^{er} septembre 1838. Au sujet de ce départ de 1838 dont fait partie, selon toute vraisemblance, une sœur de la Sarthe, Anne Bassin-Godefroy, les *Annales de la Propagation de la Foi* notent : « 12 religieuses de la congrégation de Picpus ont fait voile pour Valparaíso, où elles vont former une maison qui puisse être utile en même temps à l'éducation de la jeunesse de cette ville, et aux missionnaires qui y passeront pour se rendre à leurs destinations respectives », dans les missions de l'Océanie orientale. Ce départ de 1838 est annonciateur d'un courant qui va prendre sa véritable dimension dans la seconde phase.

1840-1860

Cette deuxième période enregistre une forte accélération du mouvement missionnaire : avec 45 départs sur 20 ans, on atteint une moyenne annuelle de 2,25 départs. Il faut néanmoins noter que sur les 45 départs, 16 (soit 35,5 %) viennent de la Mayenne (jusqu'en 1855) ce qui souligne l'intérêt d'une étude comparative, qui reste à faire, entre la Sarthe et la Mayenne.

Figure 4 – Évolution des départs par congrégations, 1840-1860

L'accélération du rythme des départs se conjugue avec une diversification notable des congrégations concernées. Saint-Paul de Chartres reste en tête, mais ne représente plus que 36 % des départs. Les pays de destination restent en priorité les Antilles. À la Martinique, l'abolition de l'esclavage en 1848 contribue à multiplier les besoins en matière d'assistance⁷. Un hospice civil est ouvert à Saint-Pierre en 1850, à Fort-de-France en 1851, un ouvroir en 1850 à Fort-de-France, où les sœurs se livrent à l'instruction des jeunes

7. Les esclaves libérés sont souvent en proie à la pauvreté, la population augmente rapidement du fait du besoin de main d'œuvre : on fait appel à de nombreux étrangers pour cultiver les terres (Indiens, Africains, Chinois, Portugais).

filles (tâches ménagères, instruction morale, religieuse et professionnelle). Deux sœurs de Saint-Paul font la classe aux tout-petits dans le collège-séminaire ouvert par les Pères du Saint-Esprit. À partir de 1854, elles s'installent également à l'asile des aliénés de Saint-Pierre. Et elles ne cessent ensuite de multiplier leurs points d'intervention (prison, autres ouvriers etc.). À la Guadeloupe, les sœurs affrontent successivement, à partir de 1838, épidémies de fièvre jaune, tremblements de terre (1843 : la ville de Pointe-à-Pitre est entièrement détruite), cyclones, choléra⁸. Elles travaillent dans les hôpitaux militaires, les hospices civils, les asiles d'aliénés, léproserie, crèche et orphelinat. En Guyane, à partir de 1852, date à laquelle les bagnards de Toulon, Rochefort ou Brest reçoivent la possibilité d'échanger le régime du bagne contre les établissements pénitentiaires de Guyane, des religieuses sont demandées à Chartres pour être attachées aux établissements pénitenciers des îles du Salut, au nord de Cayenne, pour le soin des malades. Un premier contingent de douze religieuses débarque au mois de mai 1852. L'année suivante, sept autres hospitalières de Saint-Paul partent à la demande du ministre de la Marine et des colonies, pour prendre la place des sœurs décédées, et aider les autres. Elles s'embarquent le 17 février 1853. Parmi elles, deux sarthoises : sœur Thénestine Jahan et sœur Azélie Pinsonnet. Cette dernière devait mourir sur place au bout de deux ans.

Les deux congrégations missionnaires évoquées plus haut, Saint-Joseph de Cluny et Picpus prennent un développement relativement non négligeable. Elles représentent chacune 9 % des départs. Malgré les difficultés rencontrées, la première poursuit son activité en Guyane (une léproserie est ouverte en 1830 aux environs de Mana), au Sénégal où elle est établie depuis 1819 (hôpital, formation à l'agriculture et écoles). Une diversification commence à se dessiner : une sœur de Sarthe part en Inde en 1860. Quant aux sœurs de Picpus, leur destination reste l'Amérique latine.

Une autre congrégation apparaît, qui n'était pas présente pas dans la première période et qui est pourtant ancienne : celle des Filles de la Charité de Saint Vincent de Paul. Malgré le souhait qu'avait eu saint Vincent-de-Paul, de les envoyer à Madagascar, leur expansion en dehors de l'Europe s'est faite surtout à partir du XIX^e siècle. Les premières directions qu'elles prennent à partir de la Sarthe (5 départs durant cette période) sont l'Algérie, la Turquie et le Brésil. En Algérie, la compagnie avait été une première fois appelée en 1832 par le général de Lamoricière pour le soin des soldats blessés. Dix ans plus tard, elle s'établit à Alger à la demande de l'évêque M^{gr} Dupuch, en même temps que les Lazaristes. Les sœurs tiennent, à la maison de charité, une école, un ouvrier, une salle d'asile, un dispensaire, et elles visitent les pauvres à domicile. En 1847, elles ouvrent un grand orphelinat et en 1850 une deuxième maison de charité à Alger. Parallèlement, elles s'établissent à la même époque en dehors d'Alger, dans les environs immédiats, et à Marengo (à l'ouest de la Mitidja) : aux activités citées plus

8. Au moment du tremblement de terre, Maria Moulard est supérieure de l'hôpital militaire de la Pointe. Sœur Étienne Touchard meurt de la fièvre jaune presque à son arrivée.

haut, elles ajoutent ici la prise en charge de l'hôpital à partir de 1853. À Constantinople, l'installation des Filles de la Charité à remonte à 1839 date à laquelle elles avaient été appelées par l'évêque du lieu et ouvert une école de filles, avant d'ouvrir un hôpital en 1846. En 1855, une épidémie de typhus frappe la ville. Une des sœurs de la Sarthe, Félicité Piquet, en meurt. C'est l'époque de la guerre de Crimée durant laquelle toutes les sœurs présentes sont envoyées aux ambulances à la demande du gouvernement français qui en réclame d'autres pour remplacer les sœurs décédées ou malades. La troisième direction prise par les Filles de la Charité du diocèse du Mans est le Brésil où les Lazaristes sont installés depuis 1810. L'évêque de Marianna (dans l'État du Minas Geraes) insiste pour avoir des Filles de la Charité. C'est chose faite en 1848, date à laquelle elles fondent la « Providence » de Marianna qui abrite un pensionnat et un petit hôpital. À partir de 1858, elles sont placées à la direction de l'hôpital de Rio.

Une autre congrégation fortement représentée durant cette période est celle des Marianites de Sainte-Croix : elle compte 15 départs, soit 33 % de l'ensemble. Le cas de figure est ici différent. La congrégation est locale ; elle est toute jeune puisque fondée en 1841. Son activité missionnaire ne peut être dissociée de celle de l'ensemble de la congrégation de Sainte-Croix qui comprend dans toutes les missions des pères, des frères et des sœurs, après acceptation du père Moreau. Dans cette première phase de l'histoire missionnaire de la congrégation, les destinations sont l'Indiana, le Canada et la Louisiane. Elles répondent à des demandes d'évêques de langue française⁹. Elles se livrent à des activités d'enseignement ou plus largement d'éducation. Ainsi, en Louisiane comme un peu plus tard à New York à partir de 1861, les premiers établissements ouverts sont des orphelinats en milieu ouvrier. La part du diocèse du Mans est importante puisque sur 49 missionnaires marianites parties entre 1841 et 1860, 15 sont du diocèse. La localisation de la congrégation est évidemment un facteur d'explication décisif. Pourtant ce facteur ne joue plus dans la phase suivante.

1861-1900

Durant cette troisième phase, le rythme des départs se ralentit. On compte, en effet, 34 départs sur 40 ans, soit une moyenne annuelle de 0,85. Un des traits frappants par rapport à la phase précédente est l'effondrement des Marianites, alors que, sur le plan général, la congrégation continue d'avoir une activité missionnaire, même si le rythme se ralentit. Mais c'est aussi une période critique pour la congrégation. Une double scission intervient, précisément avec les fondations issues de l'activité missionnaire : en 1869 avec l'Indiana, en 1883 avec le Canada.

Saint-Paul de Chartres conserve une part importante. Mais il y a diminution de sa part relative : 26 % contre 36 %. Néanmoins, les départs s'ins-

9. M^{gr} de la Haillandières en Indiana, Bourget au Canada, Blanc en Louisiane.

crivent dans une nouvelle étape de l'activité missionnaire de la congrégation : l'étape indochinoise. Elle revêt un double aspect. D'une part, elle s'exerce dans les hôpitaux militaires et ambulances, en rapport avec la conquête, et à la demande des autorités militaires, comme à Saïgon à partir de 1860, à Hanoï et Haïphong à partir de 1883 ou à Quang-yen, en face de la baie d'Along en 1884. D'autre part, elle s'exerce en direction des indigènes, à la demande des autorités ecclésiastiques. À la fin de l'année 1859, le vicaire apostolique de la Cochinchine occidentale, en résidence à Saïgon, M^{gr} Dominique Lefebvre appelle les sœurs de Saint-Paul. À partir de 1889, M^{gr} Caspar qui les avaient vues à l'œuvre durant les quinze années qu'il avait passées à Saïgon les fait venir à Hué à l'heure où il s'y installe. En 1894, c'est M^{gr} Gendreau en résidence à Hanoï qui s'inscrit également dans le mouvement. L'action en direction des indigènes prend des formes diverses : hôpitaux, léproseries, maison de la Sainte-Enfance¹⁰. Parmi les Sarthoises, on peut citer sœur Fulbertine Bouillon devenue supérieure de l'hôpital militaire de Saïgon, qui avait été auparavant à la Martinique et trouve la mort en 1867 dans un accident de canonnière alors qu'elle accompagnait la nouvelle supérieure dans la visite des différentes maisons, ou sœur Agnès Marie Peuvret qui meurt le 20 novembre 1900 à Tuyen-Quand, ambulance militaire du Tonkin où les sœurs avaient été demandées en 1894.

Figure 5 – Évolution des départs par congrégations, 1861-1900

La part représentée par les Filles de la Charité augmente (17 %). Aux directions précédentes qui se poursuivent, s'ajoute le Pérou. L'installation de la

10. L'œuvre de la Sainte-Enfance est une œuvre missionnaire fondée en 1843 par M^{gr} de Forbin-Janson. Sa préoccupation est la lutte contre l'infanticide. Dans un premier temps, il songe à une collaboration avec (voire même dans le cadre de) la Propagation de la foi née à Lyon une vingtaine d'années plus tôt et qui agissait comme ayant une sorte de monopole dans le soutien aux missions. Finalement, des considérations de personnes rendant ce projet irréalisable, M^{gr} de Forbin-Janson décide en 1843 (un an avant sa mort) de fonder son œuvre. C'est la Chine qu'il a principalement en vue. Le but est de racheter les enfants abandonnés, de créer des crèches, des orphelinats, des dispensaires, des écoles. L'œuvre fait appel à la générosité des enfants, leur demandant leurs aumônes et leurs prières pour les enfants « païens ».

compagnie y remonte à 1858, lorsqu'une jeune péruvienne qui avait lu la vie de saint Vincent-de-Paul exprima le désir d'entrer chez les Filles de la Charité. Son père y consentit à condition qu'elle ne quitte pas le pays. Elle se démena alors pour faire venir des sœurs qui débarquèrent à 45 le 2 février 1858.

La caractéristique de cette période est la multiplication des congrégations participant à l'aventure des missions extérieures. Certaines à vocation missionnaire initiale – anciennes comme Saint-Joseph de Cluny et Picpus, ou récentes comme Notre-Dame des missions ou les Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique –, d'autres ayant intégré progressivement la dimension missionnaire.

Parmi ces dernières, un cas appelle une mention spéciale : celui des carmélites de Laval. Avec 4 départs durant cette période, elles contribuent pour 12 % à l'activité missionnaire sarthoise. En effet, les carmélites en question sont nées en Sarthe, bien qu'elles appartiennent au carmel de Laval qui participe à une fondation en Chine en 1869. Deux mayennaises partent également à la même époque. Les *Annales de la Propagation de la Foi* mentionnent ce départ qui a lieu le 19 décembre 1868, « pour le vicariat apostolique de Kiang Nan ¹¹ » (c'est-à-dire la région de Shanghai). Il s'agit de la fondation, dans cette région, du carmel de Tou-sé-vé, par Marie Mousseron de la Chaussée, carmélite de Laval originaire du Mans. Cette initiative s'inscrit dans les débuts du mouvement de fondations missionnaires carmélitaines, inauguré en 1861 à Saïgon par le carmel de Lisieux, celui de sainte Thérèse qui sera déclarée plus tard par Pie XI patronne des missions. Après Lisieux, le premier carmel français à entrer dans le mouvement est précisément celui de Laval.

1901-1938

Cette dernière période connaît une reprise par rapport à la précédente, avec une moyenne annuelle de 1,10. Le carmel de Laval peut servir de transition avec la période précédente. Il entretient, en effet, une orientation missionnaire puisqu'en 1932, part de ce même carmel une autre sarthoise, cette fois pour l'Inde, au carmel de Mangalore fondé par le carmel de Pau en 1870. Par ailleurs, autre lien avec la phase précédente, la diversification des congrégations représentées se confirme (14 entre 1861 et 1900, 15 ensuite).

En revanche les chefs de file ont changé. Saint-Paul de Chartres poursuit son érosion : elle ne représente plus que 10 % des missionnaires sarthoises, avec seulement 3 départs. La forte présence de la congrégation dans les hôpitaux militaires peut contribuer à expliquer cette situation puisque les sœurs sont expulsées des hôpitaux militaires à partir de 1904. Cette situation a pour conséquence de les amener à chercher d'autres destinations. Et c'est dans ce contexte que se multiplient les fondations aux Philippines où les nouveaux évêques américains recherchent des institu-

11. *Annales de la Propagation de la Foi*, 1869, 41, p. 151.

trices et des hospitalières. L'exemple d'une des sœurs sarthoises peut illustrer ce glissement : sœur Aimée Bureau, passe de la Cochinchine où elle était partie en 1889, vers les Philippines.

Figure 6 – Évolution des départs par congrégations, 1901-1938

Les Filles de la Charité sont désormais en tête avec 22 % des départs. Et l'on note là aussi une diversification croissante dans les pays de destination : au Brésil et au Pérou s'ajoutent le Chili (où la compagnie est établie depuis 1853), la Chine (où elle l'est depuis 1847), l'Égypte (où son installation remonte aux années 1840), l'Équateur (où elle s'est établie dans les années 1860-1870).

La place des jeunes congrégations missionnaires s'impose, avec globalement 27,5 % des départs. Parmi elles, les Franciscaines missionnaires de Marie et Notre-Dame d'Afrique sont les plus représentées, avec respectivement 15 % et 10 % des départs. Les congrégations anciennes comme Picpus et Saint-Joseph de Cluny sont toujours présentes.

Les Marianites réapparaissent (7 %). Elles se dirigent toujours vers le continent américain, mais bien sûr dans les communautés restées liées avec la maison-mère, c'est-à-dire celles de New York (où elles se sont établies au début des années 1860) et de Louisiane. La date des départs n'est pas fortuite : 1904, dernière phase dans le mouvement de sécularisation qui s'est amorcé depuis les années 1880.

La sécularisation de l'enseignement, puis des hôpitaux explique aussi la diversification croissante des congrégations représentées. Car des congrégations qui, aux origines, ne s'étaient pas vouées particulièrement aux missions, vont déplacer en terre de mission une activité qu'elles ne peuvent plus exercer dans la métropole. Ainsi, les Sœurs d'Évron (7 %), congrégation locale très fortement implantée dans la région, à vocation hospitalière et enseignante, apporte désormais sa part à la dimension missionnaire : pour les sœurs d'origine sarthoise, à partir de 1912, vers le Canada.

Éléments d'explication

Au-delà des éléments évoqués de manière ponctuelle au cours du développement, il peut être bon de tenter de récapituler un certain nombre des facteurs d'explication de ce phénomène missionnaire envisagé sous l'angle local.

Contexte politique

Le phénomène missionnaire interfère avec les données du contexte international. À cet égard plusieurs exemples peuvent être mentionnés. Ainsi, la réappropriation des Antilles ou de la Guyane occupées par les Anglais pendant la Révolution amène le gouvernement français à s'appuyer sur les congrégations religieuses pour l'entretien ou la reconstruction de l'infrastructure hospitalière. Plus tard, l'abolition de l'esclavage fait naître de nouveaux besoins sur le plan social. Les conquêtes coloniales, comme en Algérie ou en Cochinchine, multiplient les besoins en matière d'ambulances militaires, d'enseignement et autres, tandis que certains événements internationaux comme la guerre de Crimée sont aussi l'occasion de faire appel aux religieuses pour le soin des blessés. Un autre exemple d'interférence politique est offert par les cas chinois et indochinois avec les négociations qui débouchent sur les traités de Tien Tsin en 1858 et de Pékin en 1860, ou sur les accords de protectorat avec l'Annam en 1874 : à chaque fois les droits des missionnaires sont reconnus. Quant au contexte politique national, il a eu indirectement des conséquences à l'heure de la sécularisation en incitant un certain nombre de congrégations à s'établir à l'étranger.

Contexte ecclésial

Sur le plan ecclésial, le XIX^e siècle est marqué par l'essor missionnaire qui est stimulé et encouragé par les différents pontifes. L'impulsion donnée par Grégoire XVI qui s'est intéressé tout particulièrement à l'Asie se poursuit sous Pie IX en particulier en direction de l'Afrique, puis sous ses successeurs Léon XIII, Benoît XV et Pie XI. L'action des papes est relayée par un certain nombre d'œuvres missionnaires apparues dès le début du XIX^e siècle pour soutenir les missions.

Ainsi, l'impact de l'œuvre de la Propagation de la foi, née à Lyon en 1822 sous l'impulsion de Pauline Jaricot, est certainement très réel. Elle se diffuse très largement et rapidement. Dès 1823 elle est établie dans le diocèse du Mans, sous l'épiscopat de M^{gr} de La Myre ; les premières associées appartiennent à la paroisse de la Couture. L'influence de l'œuvre doit beaucoup à sa publication, les *Annales de la propagation de la foi*, qui paraissent, à partir de l'été 1825. Le tirage est de 10 000 exemplaires entre 1825 et 1827 ; il atteint 15 000 ou 16 000 en 1830, c'est-à-dire un tirage équivalent à celui du *Constitutionnel* de l'époque. En 1847, les *Annales* tirent à 178 000 exemplaires, dont 100 000 en français. Elles sont lues dans les paroisses,

dans les séminaires et sont ainsi diffusées jusque dans les campagnes les plus reculées. Elles sont complétées, à partir de 1868, par les *Missions catholiques*, publication plus développée et plus illustrée. L'une et l'autre publications diffusent des nouvelles sur les missions, publient des lettres de missionnaires, voire des récits développés des visites pastorales des évêques missionnaires. Certes cette presse missionnaire fait surtout état de l'activité des missionnaires religieux, beaucoup moins des femmes qui restent le plus souvent dans l'ombre de l'ordre masculin correspondant, ce qui n'est pas le cas pour Saint-Joseph de Cluny. Néanmoins le diocèse du Mans fournit de nombreux missionnaires ; dans la mesure où ils viennent de religieux originaires du diocèse, les témoignages relatés ont alors d'autant plus d'impact.

Parmi les œuvres missionnaires, on peut également citer l'œuvre de la Sainte-Enfance. À la différence de la Propagation de la Foi, cette œuvre est dirigée par des ecclésiastiques et a donc un ancrage paroissial important. À partir de janvier 1846, elle publie les *Annales de la Sainte-Enfance*. Elle est établie à l'époque dans une soixantaine de diocèses. Elle s'implante dans le diocèse du Mans en 1848, sous l'épiscopat de M^{gr} Bouvier. La première paroisse à adhérer est celle d'Aigné. En 1940, l'œuvre compte environ 12 000 membres dans le diocèse. Dans ce registre des œuvres missionnaires, on peut noter qu'il existe également une antenne de l'Œuvre apostolique, implantée au Mans en 1860, sous l'épiscopat de M^{gr} Nanquette. Elle tient un ouvroir et confectionne des ornements, des chapes, du linge d'autel, etc. pour les missionnaires. Les objets sont envoyés à Paris, au siège central de l'œuvre.

La presse missionnaire n'a pas le monopole des échos relatifs aux missions. La *Semaine du Fidèle*, semaine religieuse du diocèse du Mans sert également de relais. Par exemple, dans les années 1870, elle publie une série d'articles de l'abbé Oury, aumônier de marine originaire de la Sarthe, sur l'action des sœurs de Saint-Paul de Chartres en Cochinchine et en Chine¹².

Les nouvelles des missions ont d'autant plus d'impact qu'elles sont relayées par les témoignages des missionnaires eux-mêmes lorsqu'ils viennent en tournée dans leur diocèse d'origine. Ils contribuent à sensibiliser les fidèles à la question missionnaire. Ils font parfois appel à eux non seulement pour une aide financière, mais aussi pour renforcer les effectifs de leurs missions. Ainsi, M^{gr} Sohier évêque en Cochinchine s'appuie sur les sœurs de Picpus établies au Mans pour mobiliser les bonnes volontés en faveur de ses missions¹³. Quant au départ des sœurs d'Évron au Canada, dans l'Alberta, il est une réponse à l'appel renouvelé des Oblats de Marie Immaculée et plus précisément de deux oblats de la région : M^{gr} Grandin, premier évêque de Saint-Albert depuis 1871 et de son successeur, le père Leduc, natif d'Évron, qui obtient finalement gain de cause en 1909.

12. Cf. *Semaine de Fidèle*, novembre 1874, août et septembre 1878, septembre et octobre 1879.

13. Cf. *Semaine de Fidèle*, 30 septembre 1865, 18 mai 1867, 6 mars 1869.

Dynamisme religieux local

La question de l'existence d'un terreau régional particulièrement réceptif à l'idée missionnaire peut être posée, bien qu'il soit difficile de trouver des éléments de réponse déterminants.

Le degré de pratique religieuse constitue-t-il un indice ? Si l'on compare l'origine géographique des religieuses missionnaires avec les zones de forte ou moyenne pratique religieuse, on constate qu'il y a parfois coïncidence. Il en est ainsi pour les cantons de La Flèche, Sablé, Loué, Fresnay-sur-Sarthe, Beaumont, Ballon, Marolles, Mamers, Saint-Calais. Mais le phénomène est loin d'être systématique. L'exemple des cantons de plus faible pratique, comme La Chartre-sur-le-Loir ou plus encore Bouloire ou Vibraye, d'où sont originaires un certain nombre de religieuses du diocèse, montre que la pratique de l'environnement immédiat n'est pas seule à prendre en compte.

On peut s'interroger sur l'influence exercée par certaines congrégations religieuses. Ainsi faut-il voir un lien entre l'implantation des sœurs d'Evron et l'éclosion de vocations missionnaires ? Ce n'est sans doute pas flagrant bien qu'il y ait des recoupements possibles pour les cantons de Beaumont, Marolles, La Chartre, ou plus encore Montfort-le-Rotrou : la congrégation y est bien implantée ; deux des trois religieuses d'Evron parties en mission au début du ^{xx}^e siècle (en 1912 et 1920) sont originaires de ce canton, et qui plus est de la même commune (Breil).

Le cas des sœurs de Saint-Paul de Chartres mérite également de retenir l'attention. Certes leur présence dans le diocèse est faible au ^{xix}^e siècle. Leur souvenir reste néanmoins présent puisqu'elles ont tenu l'Hôtel-Dieu de Montmirail jusqu'à la Révolution et qu'elles elles sont établies à Coudrecieux, dans le canton de Bouloire entre 1900 et 1903. Ce ne sont là que de faibles indices si l'on songe aux effectifs des entrées dans la congrégation au cours de la période considérée. En fait, la proximité géographique de la congrégation née dans l'Eure-et-Loir a sans doute été un atout.

Ce facteur géographique a pu jouer également pour d'autres congrégations comme les sœurs de Picpus qui sont implantées à Laval et au Mans ou les sœurs de Saint-Joseph de Cluny qui ont fondé un pensionnat à Alençon en 1844. Dans la même ligne, les Filles de la Charité sont bien implantées dans le diocèse : au Mans, à Yvré-l'Évêque, à La Flèche, à Sablé. La Sarthe a fourni plusieurs supérieures générales à la compagnie au cours de son histoire : deux avant la Révolution et une au ^{xix}^e siècle, sœur Léonide Havard, précisément parmi les sœurs parties en mission ¹⁴.

En fait, la proximité géographique des congrégations missionnaires ne semble pas être le phénomène déterminant. Le milieu ambiant, les récits de missionnaires, leur témoignage direct, les lectures des *Annales*, des *Missions catholiques*, de la *Semaine du Fidèle*, la participation à des œuvres missionnaires ont sans doute contribué davantage encore à susciter les

14. Partie au Pérou en 1869, elle est élue supérieure générale le 30 mai 1887.

vocations missionnaires. La participation du diocèse du Mans à l'activité missionnaire semble assez représentative, à sa mesure, de ce phénomène missionnaire caractéristique de la vie de l'Église au XIX^e et XX^e siècle. En particulier, l'évolution notée dans la part respective prise par les différentes congrégations à l'effort missionnaire traduit bien au niveau local l'importance de l'activité missionnaire au niveau ecclésial. Les congrégations concernées sont de plus en plus diversifiées, signe que le souci missionnaire s'intensifie : il a donné naissance à de nouvelles congrégations spécialisées dans les missions et il est intégré par des congrégations anciennes qui ne l'avaient pas particulièrement envisagé au départ.

RÉSUMÉ

Environ 150 religieuses originaires du diocèse du Mans sont parties en mission sur un siècle et demi entre les années 1780 et les années 1930. Une vingtaine de congrégations sont représentées. Si les congrégations régionales arrivent en tête, ce n'est pas seulement à cause de leur proximité géographique, c'est aussi parce que parmi elles les Sœurs de Saint-Paul de Chartres, sont au départ la seule congrégation missionnaire féminine. La diversification enregistrée ensuite au niveau du diocèse étudié confirme sur le plan local, la prise en compte croissante de la dimension missionnaire au cours du XIX^e siècle. Cette conscience missionnaire s'aiguise aux contacts des œuvres missionnaires, de la presse religieuse, des témoignages directs apportés par les missionnaires eux-mêmes dans leur diocèse d'origine. Les destinations varient également, du monde américain au continent africain puis à l'Indochine et à la Chine, répondant à une demande qui vient soit des milieux politiques et militaires, soit des milieux ecclésiastiques et qui débouche le plus souvent sur la mise en place d'œuvres sociales (hôpitaux, hospices, orphelinats) et culturelles (enseignement, formation professionnelle).

ABSTRACT

Between the years 1780 and 1930, i.e. during about one and a half century, 150 sisters originating from the diocese of Le Mans left for missionary countries. About 20 different congregations were represented. If among them, the most important were the locally established, this is not only due to their geographical vicinity, but also to the fact that the Sisters of St Paul de Chartres were at the beginning the only congregation of female missionaries. The diversification later recorded in the diocese under study confirms locally the global trend of the missionary spirit which prevailed during the 19th century.

This missionary behaviour increases due to the achievements of the missionaries, the religious press, and direct testimonies brought back by the missionaries themselves in their home diocese. The destination countries vary from the american world to the african continent, and later to Indochina or China, according to queries coming from either political or military circles as well as ecclesiastical ones. This presence leads generally to the set up of social or cultural institutions (hospitals, hospices, orphanages, schools).

L'exportation d'un « modèle d'enseignement breton » ?

Les Frères de Ploërmel
et les Filles de la Sagesse en Haïti (1864-1934)

Philippe DELISLE

Maître de conférences en histoire contemporaine
Université Jean-Moulin Lyon 3

Dans son travail, devenu un classique, sur l'élan missionnaire breton durant l'époque contemporaine, Joseph Michel consacre une dizaine de pages à l'engagement en Haïti. Des liens étroits unissent en effet le clergé de l'Ouest français et la grande île de la Caraïbe. La signature d'un concordat entre Rome et la jeune nation en 1860 avait ouvert la porte à une consolidation du catholicisme, sans solutionner le problème du recrutement de prêtres bien formés et en nombre suffisant. La population de l'ancienne colonie française, composée en majorité de descendants d'esclaves superficiellement évangélisés, ne paraissait pas pouvoir fournir immédiatement assez de vocations. La nomination d'un Breton, l'abbé Testard du Cosquer, comme premier archevêque de Port-au-Prince en 1863 oriente très nettement le recrutement vers les terres chrétiennes de l'Ouest. De manière tout à fait significative, le grand séminaire de Haïti, d'abord installé à Paris, est transféré en 1872 dans le diocèse de Nantes, et réorganisé vingt ans plus tard dans le Finistère. La « première République noire » devient assez rapidement, en matière d'encadrement ecclésiastique, une « petite Bretagne ». Joseph Michel observe par exemple que, parmi les seize premiers archevêques et évêques de la grande île, un seul, un délégué apostolique italien, n'est pas originaire de l'Ouest français. Il précise que, depuis la signature du concordat jusqu'en 1940, la Bretagne a fourni à Haïti 564 prêtres séculiers, 16 Pères du Saint-Esprit, plus de 400 Frères de Ploërmel, 250 Filles de la Sagesse et 85 Sœurs de Saint-Joseph de Cluny¹.

L'ancienne colonie française constitue donc un terrain privilégié pour l'observation de l'engagement missionnaire breton. Nous avons choisi de

1. MICHEL, Joseph, *Missionnaires bretons d'outre-mer XIX^e-XX^e siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1997, p. 92-100.

revenir sur le cas des congrégations qui ont envoyé le plus de sujets en Haïti, c'est-à-dire les Frères de Ploërmel et les Filles de la Sagesse. Ces deux communautés ont en commun une identité bretonne très marquée, puisque, contrairement aux Pères du Saint-Esprit ou aux Sœurs de Saint-Joseph de Cluny, leurs centres d'administration ou de recrutement sont presque tous établis dans la région. La congrégation de Filles de la Sagesse n'a pas été organisée en Bretagne, puisqu'elle est apparue, en 1703, à Poitiers. Mais elle a été créée par un ecclésiastique breton, Grignon de Montfort, et elle s'est redéployée, au sortir de la crise révolutionnaire, à partir de l'hôpital de Brest. La Bretagne est dès lors devenue son espace d'appui privilégié². La congrégation des Frères de l'Instruction Chrétienne, dits « Frères de Ploërmel », est bien plus récente, et a, pour sa part, été fondée en Bretagne. Elle est née en 1819, à l'initiative de deux hommes, l'abbé Deshayes, curé d'Auray, et Jean Marie de La Mennais, frère du célèbre Félicité, qui souhaitaient l'un comme l'autre développer l'enseignement primaire dans les campagnes. La jeune communauté est reconnue par le gouvernement en 1822. Deux ans plus tard, elle administre déjà 40 écoles, et a organisé plusieurs maisons de formation à partir du noviciat principal de Saint-Brieuc. Jean Marie de La Mennais en assume seul la direction, l'abbé Deshayes ayant été élu supérieur des Filles de la Sagesse en janvier 1821³. Cette dernière nomination vient évidemment renforcer l'intérêt d'une analyse en parallèle des deux communautés. Gabriel Deshayes, initiateur des Frères de Ploërmel, dirigera pendant plus de vingt ans les Filles de la Sagesse, favorisant la création de salles d'asile pour les tout jeunes enfants, d'orphelinats ou d'écoles pour les sourdes⁴.

À travers le cas de ces deux congrégations enseignantes, nous voulons nous demander si les missionnaires bretons mènent outre-mer une action spécifique, puisant dans leur identité régionale. Jean-Claude Beaumont, Jacques Gadille et Xavier de Montclos avaient à la fin des années 1980 renouvelé les problématiques en proposant d'assimiler les missions extérieures à l'exportation hors d'Europe de différents « modèles » de christianisme⁵. On sait bien que la Bretagne constitue au XIX^e siècle une terre de chrétienté dotée d'une forte personnalité. Sans entrer dans le détail, on peut noter que la région reste marquée par un solide attachement aux hiérarchies traditionnelles, et que les curés, dénommés « recteurs », y exercent longtemps un assez fort ascendant, notamment en matière de moralité⁶.

2. *Ibidem*, p. 184-186.

3. PERRIN, Pierre, *Les Idées pédagogiques de Jean-Marie de La Mennais 1780-1860*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2000, p. 27-41.

4. PÉROUAS, Louis, *Gabriel Deshayes. Un grand pionnier de la restauration catholique dans l'Ouest de la France (1767-1841)*, Paris, éditions Don Bosco, 2003, p. 48-52.

5. BEAUMONT, Jean-Claude, GADILLE, Jacques et MONTCLOS, Xavier de, « L'exportation des modèles de christianisme français à l'époque contemporaine. Pour une nouvelle problématique de l'histoire missionnaire », dans COULON, Paul et BRASSEUR, Paule, *Libermann (1802-1852)*, Paris, Cerf, 1988, p. 883-906.

6. Pour un aperçu synthétique sur la « chrétienté bretonne », voir par exemple : CHOLVY,

Une personnalité bretonne est-elle identifiable au sein des actions menées en Haïti par les Frères de Ploërmel ou les Filles de la Sagesse ? Pour tenter de répondre à cette question, nous nous appuierons essentiellement sur les correspondances conservées à Rome dans les archives générales des deux communautés. L'espace chronologique retenu s'étend de l'arrivée dans l'île des premiers Frères de Ploërmel, en 1864, jusqu'à la fin de l'occupation américaine qui prétendait développer économiquement le pays, en 1934⁷. On cherchera dans un premier temps à montrer que la stratégie développée dans la Caraïbe par les deux congrégations s'inspire largement de leur expérience passée dans l'Ouest français. Mais nous soulignerons ensuite que l'action menée sur le terrain ne peut se réduire à la reprise d'un type ancien, tant les pressions du milieu sont fortes. Nous essayerons pour finir de comparer l'approche des deux communautés avec celle d'autres instituts, afin de nous demander s'il est vraiment pertinent d'évoquer un « modèle breton » persistant par delà les Océans.

Dans la lignée des fondateurs

Les deux communautés enseignantes ont été accoutumées en Bretagne à accorder une place centrale aux objectifs religieux. Grignon de Montfort, dont se réclament les Filles de la Sagesse, a consacré son existence à l'évangélisation dans le cadre des missions intérieures, en se préoccupant en particulier de l'instruction des pauvres. Il n'hésitait pas à dénoncer avec la plus grande intransigeance les plaisirs de la société laïque⁸. De manière assez comparable, le fondateur et premier supérieur général des Frères de Ploërmel, Jean-Marie de La Mennais, fait remarquer à ses subordonnés qu'ils doivent avant tout chercher à « faire des Saints », et, pour y parvenir, aspirer eux-mêmes à la sainteté. Il accorde une large place à la morale catholique, en rappelant aux congréganistes que « leur principal soin » devra être de former les enfants « à la vertu », de devenir des « anges tutélaires » capables d'inspirer aux jeunes « un grand amour pour la pureté ». D'ailleurs, le supérieur général recommande à ses congréganistes de s'instruire eux-mêmes « en vue de Dieu », et de se tenir éloignés de la « vaine science », qui peut les conduire à succomber au péché d'orgueil. Il leur interdit par conséquent d'étudier le latin, qui ne figure pas au programme de l'enseignement primaire, ou encore la musique, qui pourrait les distraire inutilement⁹.

Les deux communautés semblent se conformer en Haïti à cette volonté d'enseigner en priorité un message religieux. Elles sont d'ailleurs venues

Gérard, et HILAIRE, Yves-Marie, *Histoire religieuse de la France. Géographie XIX^e-XX^e siècle*, Toulouse, Privat, 2000, p. 45-52.

7. Sur l'histoire générale de Haïti, on se reportera par exemple à BARROS, Jacques, *Haïti de 1804 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1984, 2 vol., 915 p.

8. PÉROUAS, Louis, *Grignon de Montfort. Les pauvres et les missions*, Paris, Cerf, 1966, p. 20-32.

9. PERRIN, Pierre, *op. cit.*, p. 43-50 et p. 69-76.

sur place pour répondre à l'appel d'évêques bretons qui souhaitaient avant tout obtenir une aide dans l'œuvre d'évangélisation. Écrivant en 1872 à la supérieure générale des Filles de la Sagesse, afin d'appuyer la demande de sujets faite par Monseigneur Guilloux, le secrétaire d'État aux Cultes haïtien souligne que les religieuses devront « améliorer les âmes en ce pays par les progrès de la religion¹⁰ ». La consigne semble passer aisément. Prenant la parole pour inaugurer le premier établissement de la congrégation à Port-au-Prince, en octobre 1864, le Frère Athénodose remarque que ses confrères et lui-même souhaitent « avant tout » former « des chrétiens solides, craignant et aimant Dieu, fidèles à ses préceptes et à ceux de la Sainte Église¹¹ ». Se référant à un modèle dans lequel les sacrements et la morale jouent un rôle déterminant, les nouveaux instituteurs souhaitent encadrer la jeunesse, pour la soumettre à des habitudes de pratique régulières. Au mois de juillet 1866, le vicaire général de Port-au-Prince, qui n'hésite pas à évoquer un « vrai miracle », remarque que les Frères de Ploërmel sont parvenus à convaincre la plupart de leurs élèves d'assister à la messe dominicale¹². D'ailleurs, en novembre 1883, le responsable local de la communauté demande à l'autorité diocésaine que les enfants puissent assister à la messe du dimanche dans la chapelle de l'école. Il espère ainsi augmenter l'assistance, en favorisant la venue d'élèves « mal vêtus », qui n'osaient pas se rendre à l'église paroissiale, ou de ceux qui sont plus âgés, et donc « difficiles à conduire en rang¹³ ». Dans le même ordre d'idées, les Filles de la Sagesse célèbrent l'inauguration de leur première école, à Port-de-Paix, en février 1876, en assistant avec leurs élèves à une « messe du Saint-Esprit ». Après la cérémonie, elles conduisent les enfants, en rangs par deux, dans le nouvel établissement, pour qu'elles écoutent les discours de rigueur¹⁴. Soucieux d'éloigner le plus possible leurs élèves des tentations de la société laïque, les instituteurs congréganistes créent des structures d'encadrement spécialisées. Ainsi, au mois de mars 1876, la Sœur Marie-Valentin évoque avec enthousiasme la fondation prochaine d'une confrérie des « Enfants de Marie ». Elle avait été scandalisée en découvrant que la plupart des jeunes filles de sa classe, pour certaines âgées d'une vingtaine d'années, ne s'étaient « jamais confessées », et se déclare convaincue que la nouvelle association de piété produira « un bien immense¹⁵ ».

Pour rester dans des considérations proches, on peut remarquer que les congréganistes se conforment au schéma d'une action scolaire s'exer-

10. Archives des Filles de la Sagesse (désormais AFS), GR6-1, lettre du secrétaire d'État aux Cultes à la supérieure générale, Port-au-Prince, 26 août 1876.

11. Archives des Frères de l'Instruction Chrétienne (désormais AFIC), 425-15, registre manuscrit 1864-1887, historique de l'œuvre des Frères en Haïti.

12. AFIC, 425-61, lettre du vicaire général de Port-au-Prince au supérieur général, Port-au-Prince, 23 juillet 1866.

13. AFIC, 425-15, registre manuscrit 1864-1887, lettre du Frère Hermias à l'archevêque de Port-au-Prince, 21 novembre 1883.

14. AFS, GR6-1, lettre de la Sœur Caritine à la supérieure générale, Port-de-Paix, 22 février 1876.

15. AFS, GR6-1, lettre de la Sœur Marie-Valérie, Port-de-Paix, 6 mars 1876.

çant sous l'autorité du clergé paroissial. Rappelons que Jean-Marie de La Mennais, qui voulait développer l'enseignement dans toutes les campagnes bretonnes en créant de petites structures dirigées par un seul Frère, avait confié aux « recteurs » le soin d'installer les écoles, puis de les gérer financièrement, en faisant payer si nécessaire certains élèves¹⁶. Même si l'État prend en charge une grande partie des dépenses, on retrouve en Haïti cette même dépendance envers le clergé paroissial. Les prêtres encadrent bien souvent la création des écoles congréganistes. Au mois de mai 1889, c'est par exemple le curé du Petit-Trou de Nippes qui demande, de concert avec la haute administration, aux Filles de la Sagesse de venir dans sa paroisse. Le prêtre n'hésite pas à se rendre dans la communauté voisine de l'Anse-à-Veau pour réitérer sa requête, puis à envoyer des chevaux afin de décider les Sœurs à se déplacer. Le logement prévu se révélant insalubre, le curé intervient à nouveau, et trouve un local à proximité de la mer. De manière très significative, lorsqu'en 1918, suite à un conflit de personnes, la paroisse se trouve temporairement privée de prêtre, les religieuses décident de quitter les lieux¹⁷. On pourrait encore évoquer le cas de l'école de Moron, dans le sud de la grande île. A la fin de l'année 1904, le curé de cette petite localité profite du sacre de Monseigneur Conan à Port-au-Prince pour demander l'envoi des Filles de la Sagesse dans sa circonscription. S'étant engagé à trouver des bâtiments, il entreprend de les construire lui-même, sur un terrain donné à la paroisse. Lorsque trois Filles de la Sagesse arrivent à Moron en décembre 1905, les travaux ne sont pas totalement achevés, et l'ecclésiastique héberge les nouvelles venues pendant deux semaines¹⁸. La collaboration va parfois plus loin. Ainsi, dans ses souvenirs, le Frère Xavier rapporte qu'un de ses confrères, parti se reposer à l'Arcahaie à la fin de l'année 1892, a assuré une permanence dans la vie paroissiale, pendant que le curé était allé desservir une chapelle éloignée. Il a dirigé les prières dans l'église, et a même présidé l'enterrement du dernier membre de la confrérie dite des « Apôtres¹⁹ ».

Les fruits d'expériences plus récentes

Il ne faudrait pas s'imaginer que les congréganistes bretons se réfèrent uniquement à un modèle originel, totalement figé. Les pratiques pédagogiques en usage dans les terres de l'Ouest français évoluent, et certaines innovations seront transférées dans la Caraïbe. C'est notamment le cas dans le domaine de l'enseignement professionnel. L'abbé de La Mennais avait rapidement décidé de recevoir de jeunes apprentis dans les ateliers de sa communauté. Au début des années 1830, il avait par ailleurs formé le projet de fonder une école agricole dans une ancienne abbaye. L'idée n'avait pu aboutir, par manque de subventions, mais une telle option sera reprise après la

16. PERRIN, Pierre, *op. cit.*, p. 34-35.

17. AFS, HC7 t. VI, Situation de la maison d'instruction du Petit-Trou de Nippes (1890).

18. AFS, HC9 t. VIII, Situation de la maison d'instruction de Moron (1905).

19. AFIC, 425-9, Notes du Frère Xavier à l'occasion de son séjour en Haïti, p. 6.

mort du supérieur général. En 1892, le Frère Abel, assistant général, vient en effet défendre, devant la Société des agriculteurs de France, un programme technique spécialement adapté aux écoles primaires rurales. Un an plus tard, la communauté publie un manuel intitulé *L'agriculture à l'école primaire*, qui rencontrera un grand succès²⁰. Or, un important besoin se fait ressentir en Haïti, en matière de formation agricole. Après la suppression de l'esclavage et la proclamation de l'indépendance, les masses rurales ont voulu rompre avec le système de plantation. Elles ont développé, dans les collines situées à l'écart des anciennes zones cultivées, de petites exploitations autarciques, de plus en plus morcelées. S'appuyant notamment sur la culture de plants sauvages de café, les petits exploitants vivent en marge de la légalité, ignorant les codes ruraux et empiétant sur les terres publiques²¹. Les élites dirigeantes souhaitent développer et rationaliser la production, en particulier en ce qui concerne les denrées d'exportation. En 1893, précisément l'année où les Frères de Ploërmel publient en France leur manuel technique, les programmes d'enseignement primaire haïtiens insistent sur la nécessité de donner aux élèves ruraux des « notions d'agriculture », et de les initier à une « agriculture pratique²² ». Quelques années plus tard, le ministre de l'Instruction publique note que « la pensée du législateur haïtien a toujours été de faire de l'école primaire une sorte d'auxiliaire de l'agriculture ». Il fait savoir aux Frères de Ploërmel qu'une version spéciale de leur manuel agricole pourrait rendre « les plus grands services²³ ». L'ouvrage est publié à Port-au-Prince en 1907, sous le même titre qu'en France, mais après avoir été adapté « aux cultures tropicales » par le Frère Pascal-Joseph, supérieur local. Une part importante est réservée aux « plantes économiques », comme le café ou le cacao, produits d'exportation qui doivent assurer la prospérité de la « République noire ». L'apprenti cultivateur apprendra par exemple qu'il ne faut « livrer au commerce que des cafés bien nets et assortis par qualité²⁴ ». Mais, par delà les adaptations, on retrouve dans cet ouvrage le souci d'un enseignement avant tout religieux. Ainsi, le manuel prend bien soin de préciser que « c'est par l'observation de la loi sainte du Seigneur » que le paysan méritera de voir ses efforts récompensés²⁵.

Un autre aspect évolutif mérite d'être signalé. Nous avons rappelé plus haut que, dans les campagnes bretonnes du début du XIX^e siècle, c'était le « recteur » qui, en accord avec le Conseil municipal, sollicitait, logeait et rétribuait les instituteurs congréganistes. Cependant, au moment où ils s'ins-

20. PERRIN, Pierre, *op. cit.*, p. 62-66.

21. BARTHÉLEMY, Gérard, *L'Univers rural haïtien. Le pays en dehors*, Paris, L'Harmattan, 1990, p. 105-107.

22. *Plan d'études et programmes d'enseignement des écoles primaires urbaines de la République d'Haïti*, Bruxelles, imprimerie populaire, 1893, p. 3-4.

23. AFIC, 425-46, lettre du secrétaire d'État à l'Instruction publique au supérieur général, Port-au-Prince, 17 mars 1906.

24. *L'agriculture à l'école primaire, en 42 leçons, par les Frères de l'Instruction Chrétienne*, Port-au-Prince, procure générale des Frères, 1907, p. 88-89.

25. *Ibidem*, p. 176.

tallent en Haïti, les Frères de Ploërmel, à la différence des Filles de la Sagesse, possèdent une certaine expérience des missions extérieures, et ont déjà vécu dans ce cadre de nouveaux arrangements financiers. En effet, Jean-Marie de La Mennais avait décidé de répondre favorablement aux sollicitations du ministère des Colonies, et d'envoyer, à la fin des années 1830, des Frères fonder en Guadeloupe, puis en Martinique, des écoles primaires pour les enfants de couleur. Le gouvernement prenait en charge le transport vers les Antilles sur des bâtiments de la Marine, fournissait les locaux et le mobilier, versait un salaire mensuel aux instituteurs, et allouait même à la congrégation une subvention annuelle de 150 francs par sujet présent outre-mer²⁶. L'expérience acquise dans les colonies françaises pèse certainement sur les accords conclus quelques décennies plus tard avec le gouvernement haïtien. Rappelons au passage que ce sont les dirigeants de la « République noire » qui sollicitent le concours des congréganistes bretons. Manquant de structures de préparation, ils jugent sans doute plus aisé de faire appel à des instituteurs déjà formés. Quant aux Frères de Ploërmel, le schéma adopté dans les colonies françaises leur paraît probablement des plus conformes à l'idéal d'un État catholique. Selon l'accord négocié en 1864, et réactivé en 1871, l'administration haïtienne se charge de l'organisation matérielle des écoles, envoie des fonds à Paris pour couvrir les frais de voyage, et garantit aux instituteurs une rétribution mensuelle de 150 francs²⁷. Un nouveau projet de collaboration rédigé en mars 1877, mais jamais ratifié, offre aux congréganistes des conditions proches de celles dont ils bénéficiaient dans les îles françaises. Le texte indique que les instituteurs seront logés par l'administration, qu'ils pourront utiliser les manuels dont ils ont l'habitude, recevoir s'ils le désirent quelques élèves payants, et partir en congé dans leur pays tous frais payés²⁸. Les Filles de la Sagesse, qui n'avaient pas encore expérimenté de tels accords, ne peuvent dissimuler leur satisfaction. Un rapport sur leur école de Port-de-Paix, la première organisée en Haïti, souligne en effet que « les frais de trousseau et de voyage sont de 1 000 francs pour chaque Sœur », ce qui paraît d'autant plus avantageux qu'il est assez facile d'obtenir, par le biais des bureaux parisiens, « le passage gratuit sur les paquebots français ». L'auteur observe par ailleurs que « le mobilier est fourni par le gouvernement qui doit aussi l'entretenir²⁹ ».

Les exigences de la situation locale

Mais la référence à une expérience bretonne, qu'elle soit ancienne ou plutôt récente, ne suffit pas à expliquer toutes les orientations adoptées

26. Voir à ce sujet, DELISLE, Philippe, *Renouveau missionnaire et société esclavagiste. La Martinique 1815-1848*, Paris, Publisud, 1997, p. 91-95, et AFIC, 153 A 21b, copie du traité passé entre Jean-Marie de La Mennais et le ministre des Colonies, mai 1837.

27. AFIC, 425-16, archives de la direction principale, septembre 1871.

28. AFIC, 425-46, accord entre le secrétaire d'État à l'Instruction publique et le supérieur général des Frères de Ploërmel, Port-au-Prince, 21 mars 1877.

29. AFS, HC6 t. V, situation de la maison d'instruction de Port-de-Paix.

par les deux communautés enseignantes. La pression du milieu haïtien impose en effet des aménagements, qui peuvent parfois amener les instituteurs à se trouver en décalage avec la pensée des fondateurs. C'est notamment le cas pour ce qui concerne les objectifs mêmes de l'enseignement. Les élites haïtiennes ne sont pas préoccupées avant tout par l'évangélisation, mais plutôt par la prospérité, comme le montrent les espoirs placés dans l'enseignement agricole. Elles impriment par ailleurs leur marque à la société, en asseyant leur domination sur une excellente maîtrise de la culture et de la littérature françaises. Dans un mémoire daté du milieu des années 1930, un Frère de Ploërmel souligne que le bourgeois haïtien « a fait de bonnes études, a beaucoup lu et peut citer des vers de M^{me} de Noailles ou analyser un roman d'André Gide », « a voyagé, connaît Paris », « a beaucoup plus l'esprit littéraire ou artistique que scientifique³⁰ ». Soucieux de se conformer au modèle social dominant, les élèves, en particulier dans les centres urbains, souhaitent que les écoles primaires, surtout si elle sont dites « supérieures », leur ouvrent l'accès à la culture classique européenne. De manière assez significative, en mars 1876, la Sœur Marie-Valérie remarque que le nouvel établissement de Port-de-Paix doit subir les assauts des « curieux qui veulent voir faire la classe à la française³¹ ». En mars 1879, le Frère Martin rapporte pour sa part que de nombreux jeunes gens du Cap-Haïtien, bien que très peu instruits, « ne veulent pas aller à l'école chez les Frères parce que disent-ils c'est un cours élémentaire de français et qu'on n'y enseigne pas le latin³² ». La pression devient si forte qu'en mai 1891, l'évêque du Cap-Haïtien demande aux congréganistes de ne pas respecter les consignes de leur fondateur. Il observe en effet que la vocation de la communauté est d'avoir des élèves pour les former chrétiennement, et que, si l'enseignement du latin est le seul moyen d'attirer la jeunesse, il faut nécessairement y recourir³³.

L'ouverture d'un pensionnat de prestige à Port-au-Prince constitue certainement le fait qui montre le plus clairement que les Frères de Ploërmel s'éloignent de leurs objectifs initiaux pour se conformer aux instances des élites locales. L'ambition de Jean-Marie de La Mennais était d'instruire les masses rurales, en les promouvant éventuellement, mais pas de fonder des établissements réservés aux plus aisés. Il soulignait d'ailleurs, en 1852 que, sur ce point, les Frères de l'Instruction Chrétienne se distinguaient des Frères des Écoles Chrétiennes³⁴. Or, au début de l'année 1890, le responsable de la congrégation en Haïti annonce la construction « à grands frais », d'un pensionnat privé « pour l'éducation des enfants de la classe aisée³⁵ ».

30. AFIC, 425-8, Le district d'Haïti, par le Frère Henri Charles, session d'octobre 1934-mai 1935.

31. AFS, GR6-1, lettre de la Sœur Marie-Valérie, Port-de-Paix, 6 mars 1876.

32. AFIC, 425-21, lettre du Frère Martin, Cap-Haïtien, 25 mars 1879.

33. AFIC, 425-39, lettre de l'évêque du Cap-Haïtien au Frère supérieur, 25 mai 1891.

34. PERRIN, Pierre, *op. cit.*, p. 35

35. AFIC, 425-15, 2^e registre manuscrit, demande de trois religieuses pour l'institution Saint-Louis, Port-au-Prince, 25 février 1890.

Le nouvel établissement, dénommé « Saint-Louis de Gonzague » mobilise apparemment les énergies. En octobre 1891, rappelant que cette « importante école [...] a coûté tant d'argent à l'Institut », le Frère Odile réclame la mise à disposition de « professeurs formés et capables », et notamment d'un enseignant pour la musique et le dessin³⁶. La nouvelle structure permet à la congrégation de nouer des liens plus étroits avec les élites dirigeantes, et d'espérer en tirer profit. En août 1912, le même Frère Odile rapporte avec satisfaction que « tous les garçons » de Tancrède Auguste, qui vient d'être élu président de la République, « ont été élevés à Saint-Louis de Gonzague³⁷ ».

De même que les congréganistes doivent se plier aux requêtes des parents d'élèves, ils sont obligés de tenir compte de la situation matérielle du pays. Or, au cours du XIX^e siècle, la « République noire » connaît des difficultés économiques de plus en plus nettes. La France a imposé au cours des années 1820 le paiement d'une énorme indemnité à son ancienne colonie, comme prix de l'indépendance. Afin de répondre à ses engagements, la jeune nation est entrée dans la spirale de l'inflation et de la spéculation. À partir des années 1870, elle doit mettre en gage ses ressources dans le cadre d'emprunts très défavorables, et tombe de plus en plus sous la coupe de négociants et banquiers étrangers³⁸. Dans un tel contexte, les accords négociés par les congrégations bretonnes, et qui paraissaient annoncer l'avènement d'un État catholique, se révèlent vite inapplicables. Les salaires, qui deviennent insuffisants du fait de la constante dévalorisation de la monnaie haïtienne, ne sont même pas versés régulièrement. En décembre 1895, le Frère Hermias indique qu'il ne se hâtera pas de fonder de nouvelles écoles primaires, car, dans les communes les plus pauvres où il est impossible de faire payer certains élèves, les instituteurs ne peuvent vivre avec la rétribution prévue³⁹. Quelques années plus tard, le Frère Pascal observe que l'administration doit à la communauté des frais de voyage, quatre mois de salaire et même des loyers pour le mobilier⁴⁰. La situation devient si délicate qu'en août 1909, après une discussion lors de laquelle il a été question d'abandonner purement et simplement la mission d'Haïti, le chapitre général décide de fermer sept écoles primaires⁴¹. Les Filles de la Sagesse connaissent les mêmes déboires. En mai 1915, évoquant des salaires impayés depuis plus de six mois, la Sœur Irénée choisit de fermer trois écoles⁴². L'occupation et la reprise en mains du pays par les Américains semblent toutefois se traduire par une certaine stabilisation de la situation. Les Frères de Ploërmel concluent en effet, à la fin du mois de

36. AFIC, 45-21, lettre du Frère Odile au Frère Abel, Port-au-Prince, 23 octobre 1891.

37. AFIC, 425-22, lettre du Frère Odile au supérieur général, Port-au-Prince, 13 août 1912.

38. Voir par exemple BARROS, Jacques, *op. cit.*, t. I, p. 171-225.

39. AFIC, 425-21, lettre du Frère Hermias au Frère Yriez-Marie, Port-au-Prince, 23 décembre 1895.

40. AFIC, 425-21, lettre du Frère Pascal, Port-au-Prince, 8 mai 1898.

41. AFIC, 425-16, archives de la direction principale, août 1909.

42. AFS, GR6-2, lettre de la Sœur Irénée à la supérieure générale, Port-au-Prince, 15 mai 1915.

septembre 1920, un nouvel arrangement avec le ministre de l'Instruction publique, Dantès Bellegarde. Le texte stipule une fois encore que l'administration prendra en charge l'installation des écoles, que les Frères pourront utiliser les manuels de leur choix, et qu'ils recevront un salaire mensuel. Les congréganistes n'auront toutefois plus exactement la même latitude qu'auparavant, puisqu'ils ne pourront plus accueillir d'élèves payants, et que leurs frais de voyage devront être pris sur leur salaire⁴³. Quoi qu'il en soit, le nouvel accord vient relancer l'élan de la communauté, qui prend en charge cinq nouvelles écoles entre 1922 et 1930⁴⁴.

« Modèle breton » ou « modèle romain » ?

Parvenus à ce stade de la réflexion, nous pouvons nous demander si la référence à un « modèle d'enseignement breton » est véritablement pertinente. Les communautés prises en compte manifestent une certaine fidélité à la stratégie élaborée dans leur région d'origine, par exemple en privilégiant nettement les objectifs religieux. Cependant, les congrégations qui ne possèdent pas une identité bretonne aussi affirmée ne paraissent guère œuvrer différemment. Ainsi, les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny cherchent elles aussi à accoutumer leurs élèves à une pratique chrétienne régulière. Pendant les années 1880, les enfants qu'elles scolarisent au Cap-Haïtien sont conduites chaque jour à la messe dans la chapelle de l'école, et emmenées à l'église paroissiale le dimanche⁴⁵. Les responsables ecclésiastiques paraissent d'ailleurs tout à fait satisfaits du concours que leur apportent les religieuses de Saint-Joseph. En février 1868, le vicaire général du diocèse de Port-au-Prince observe que le pensionnat qu'elles ont établi quatre années plus tôt dans la capitale « a vraiment régénéré les enfants⁴⁶ ». À l'inverse, les congréganistes bretons se plient comme les autres religieux aux attentes des élites haïtiennes. On retrouve par exemple la même volonté de recourir à la modernité scientifique, pour attirer des élèves, au pensionnat Saint-Louis de Gonzague, administré par les Frères de Ploërmel, et au collège Saint-Martial, géré par les Pères du Saint-Esprit. En 1906, dans un ouvrage intitulé *L'éducation haïtienne*, un ancien député note que ces établissements ont tous deux apporté à la grande île des « fondations d'une utilité réelle et incontestable ». Il indique en effet que les spiritains ont mis en place dans leur collège une station météorologique et un musée d'histoire naturelle, tandis que les Frères de Ploërmel établissaient dans leur pensionnat un observatoire astronomique⁴⁷. Les stratégies sont d'ailleurs si proches

43. AFIC, 425-45, texte du contrat signé le 30 septembre 1920 entre le Gouvernement haïtien et les Frères de l'Instruction Chrétienne.

44. AFIC, 425-9, écoles des Frères de l'Instruction Chrétienne en Haïti, de 1864 à nos jours.

45. Archives des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny (désormais ASJC), 2At 6, compte rendu de visite de la communauté du Cap-Haïtien, par la Sœur Marie-Louise, 5 décembre 1882.

46. ASJC, 2At 3, lettre de l'abbé Guilloux à la supérieure générale, Port-au-Prince, 24 février 1868.

47. FEQUIÈRE, Fleury, *L'Éducation haïtienne*, Port-au-Prince, imprimerie de l'Abeille, 1906, p. 346-348.

qu'une âpre concurrence s'élève entre les deux établissements. Au mois d'août 1903, un Père du Saint-Esprit note que le pensionnat Saint-Louis de Gonzague « a fait un très grand mal au séminaire Saint-Martial ». Il souligne que les Frères de Ploërmel « trompent les familles en lançant [...] de la poudre aux yeux », et notamment qu'ils sont incapables d'enseigner correctement le latin, « ne l'ayant jamais appris eux-mêmes⁴⁸ ».

Comme les autres religieux, les congréganistes bretons paraissent finalement se référer avant tout à un « modèle intransigeant », c'est-à-dire romain, antilibéral et intégral. Ils tentent de construire de petites chrétientés à partir des écoles primaires, sans négliger de conquérir les élites afin de convertir la « République noire » par le haut. C'est donc vers le même schéma d'une société chrétienne hiérarchisée et soumise que paraissent tendre aussi bien les Frères de Ploërmel et les Filles de la Sagesse, que les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny ou les Pères du Saint-Esprit. Il convient de rappeler que les milieux missionnaires sont fortement imprégnés de sentiments ultramontains, et que l'uniformisation croissante des textes de référence, de la liturgie, des vêtements, des édifices du culte, ou encore des dévotions conduit à dépasser les particularités régionales. Cette « identité romaine » s'affirme d'autant plus facilement outre-mer qu'elle permet de se différencier des concurrents protestants⁴⁹. Les racines bretonnes des deux congrégations paraissent donc jouer un rôle assez marginal. Tout au plus peut-on faire ressortir un attachement particulier à l'instruction des masses rurales haïtiennes, une moins grande unanimité en faveur des entreprises de prestige. Une telle sensibilité pourrait renvoyer aux options des fondateurs, et, plus largement, au caractère paysan des chrétientés de l'Ouest français. Au début de l'année 1874, un missionnaire montfortain, songeant sans doute à faire appel à la congrégation amie des Filles de la Sagesse, note que les religieuses de Saint-Joseph de Cluny sont « bien plus pressées » d'organiser des pensionnats « dans les grands centres », que de créer de petites écoles dans les régions appauvries d'Haïti⁵⁰. De manière encore plus significative, l'administration du pensionnat Saint-Louis de Gonzague suscite des dissensions chez les Frères de Ploërmel, alors que la gestion du séminaire-collège Saint-Martial ne semble guère provoquer de polémiques chez les Pères du Saint-Esprit. Au mois de septembre 1896, un conflit oppose le Frère Odile, qui dirige le prestigieux établissement, au supérieur local de la congrégation. Cédant au « caractère prétentieux des Haïtiens », le premier a en effet refusé de recevoir les élèves plus pauvres de l'école primaire dans la nef de la luxueuse chapelle du pensionnat. Le responsable des Frères de Ploërmel n'admet visiblement pas que l'édification des couches populaires soit sacrifiée aux seuls intérêts de la bour-

48. Archives de la congrégation des Pères du Saint-Esprit, 227 B III, lettre du Père Bertrand au supérieur général, Port-au-Prince, 28 octobre 1902.

49. PRUDHOMME, Claude, *Stratégie missionnaire du Saint-Siège sous Léon XIII (1878-1903). Centralisation romaine et défis culturels*, École française de Rome, 1994, p. 339-360.

50. Archives des Pères montfortains, 17-6, lettre du Père Ruppini, Port-au-Prince, 20 janvier 1874.

geoisie⁵¹. Quelques années plus tard, le Frère Pascal observe que le pensionnat de Port-au-Prince manque de professeurs. Cependant, il déclare refuser de fermer des écoles primaires pour libérer du personnel, ce qui équivaldrait à privilégier le seul établissement de prestige⁵². Déjà dans les années 1840, aux Antilles françaises, les Frères de Ploërmel s'étaient distingués des autres congréganistes, en refusant d'ouvrir des écoles spéciales pour les enfants des colons blancs et en n'acceptant pas de posséder eux-mêmes des domestiques esclaves⁵³.

RÉSUMÉ

Les deux congrégations des Frères de Ploërmel et des Filles de la Sagesse, qui recrutent pour l'essentiel en Bretagne, prennent en charge de nombreuses écoles en Haïti à partir des années 1860. Elles transposent dans la Caraïbe des stratégies élaborées dans leur région d'origine, en privilégiant par exemple l'éducation religieuse. Mais elles doivent composer avec les attentes des élites haïtiennes, qui souhaitent accéder à un enseignement plus profane et de meilleure qualité. Des congrégations au recrutement beaucoup moins homogène, comme les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny, développent une stratégie similaire. On se demandera donc s'il est pertinent de parler de l'exportation d'un « modèle breton » en Haïti. Les congréganistes ne se réfèrent-ils pas plutôt au type idéal de société chrétienne défini par Rome ?

ABSTRACT

The two Congregations of Ploërmel Brothers and of Wisdom Sisters, who essentially recruited in Brittany, founded a lot of schools in Haiti from the 1860's. They transposed in the Caribbean strategies which were elaborated in their region of origin. For instance, they taught religion above everything else. But they had to come to terms with the Haitian elites' requests. Effectively, the local upper-class wanted a more profane and effective teaching. Congregations who didn't recruit in preference in Brittany, like St. Joseph of Cluny Sisters, worked out a similar strategy. So, one might ask if it is pertinent to speak about the export of a Breton model in Haiti. Congreganists probably more referred to the roman scheme of christian society.

51. AFIC, 425-21, lettre du Frère Odile au Frère Donatien, Port-au-Prince, 13 septembre 1896.

52. AFIC, 425-22, lettre du Frère Pascal, Port-au-Prince, 8 janvier 1909.

53. DELISLE, Philippe, « Congrégations enseignantes et missions extérieures. L'exemple des Frères de Ploërmel et des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny aux Antilles françaises (XIX^e siècle) », *Mémoire spiritaine*, n° 13, premier semestre 2001, p. 55-56.